



Conseil de sécurité

Soixante-dixième année

7584^e séance

Mercredi 16 décembre 2015, à 10 heures
New York

Provisoire

Président : M^{me} Power (États-Unis d'Amérique)

Membres :

Angola	M. Gimolieca
Chili	M. Barros Melet
Chine	M. Zhao Yong
Espagne	M. González de Linares Palou
Fédération de Russie	M. Churkin
France	M. Delattre
Jordanie	M ^{me} Kwar
Lituanie	M ^{me} Jakubonė
Malaisie	M. Ibrahim
Nigéria	M ^{me} Ogwu
Nouvelle-Zélande	M. Van Bohemen
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Rycroft
Tchad	M. Cherif
Venezuela (République bolivarienne du)	M. Ramírez Carreño

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 heures.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Miroslav Jenča, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne maintenant la parole à M. Jenča.

M. Jenča (*parle en anglais*) : Il y a deux mois environ, le Secrétaire général s'est rendu à Jérusalem et à Ramallah pour appuyer les efforts collectifs visant à mettre un terme aux violences qui avaient commencé à éclater en Israël, en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, et à Gaza.

Il est triste que, ces dernières semaines, malgré un nombre d'attaques en recul, les tueries n'aient pas cessé, puisque sept Israéliens et 34 Palestiniens ont été tués durant la période considérée. Les attaques à l'arme blanche, au véhicule piégé ou à l'arme à feu perpétrées par les Palestiniens contre les Israéliens continuent de faire des victimes au quotidien ou presque – notamment, il y a tout juste deux jours, lorsque de graves blessures ont été infligées à un bébé d'un an et demi, l'une des 11 victimes d'une attaque à la voiture bélier commise à Jérusalem – à la suite de quoi, les individus soupçonnés d'être responsables de ces attaques sont tués en représailles et les affrontements continuent de faire des victimes parmi les Palestiniens. Hébron reste un foyer de tensions et constitue la composante la plus volatile de l'escalade actuelle de la violence.

Au nom du Secrétaire général, je réaffirme que l'ONU condamne avec la plus grande fermeté toutes les attaques terroristes. Les autorités de toutes les parties concernées ont la responsabilité de mettre fin à l'incitation et de s'opposer systématiquement et sans équivoque aux actes de terreur et de violence sous toutes leurs formes.

Les circonstances actuelles ne sauraient être acceptées comme la nouvelle norme. Israéliens et Palestiniens ne doivent pas se résigner à vivre sous la menace de la violence. Cela étant, une stratégie globale

visant à circonscrire cette menace ne peut être fondée exclusivement sur le renforcement des mesures de sécurité; elle doit également s'attaquer aux fondements de la colère palestinienne. Je suis heureux de faire état de développements positifs à cet égard. Les tensions sont retombées autour de la poudrière que représente le Haram al-Charif/mont du Temple, et des efforts sont déployés pour appliquer les accords obtenus entre Israël et la Jordanie. La situation reste précaire et nécessite que les deux parties maintiennent une communication active et ouverte.

L'impression d'impunité qui accompagne les violences perpétrées contre les Palestiniens par les colons a également attisé la violence. Sur une note positive, quatre mois après le meurtre brutal de la famille Dawabsha, plusieurs personnes ont été arrêtées. Je profite de l'occasion pour souligner qu'il convient d'inculper et de traduire rapidement en justice les auteurs de ce terrible crime. Dans le même temps, de graves préoccupations persistent sur toute une gamme de problèmes qui continuent de compromettre la possibilité de mettre un terme à la violence et de restaurer la confiance. Les injustices associées à une occupation qui ne semble pas près de s'achever alimentent la conviction – en particulier chez les jeunes – qu'il n'y a rien à perdre à se sacrifier.

La liberté de circulation des Palestiniens est toujours entravée par de très nombreuses restrictions, intensifiées par la violence en cours, qui hypothèquent aussi bien la fourniture des services de base que les moyens de subsistance. Les démolitions dont sont actuellement victimes les communautés palestiniennes de la vallée du Jourdain, comme le village d'Al-Hadidiya il y a quelques jours, restent préoccupantes, d'autant que les secours apportés aux familles concernées ont été saisis à plusieurs reprises par les forces de sécurité israéliennes, et ce, malgré l'arrivée de l'hiver. Les autorités israéliennes ont également procédé à deux démolitions punitives à l'encontre des familles de ceux qui ont été accusés ou inculpés d'attaques. Ces actes, qui s'inscrivent en contravention flagrante du droit international, aggravent un climat déjà tendu et sont susceptibles d'être contreproductifs.

S'agissant de Gaza, les militants palestiniens ont tiré 10 roquettes en direction d'Israël au cours du mois écoulé, dont deux ont touché le territoire israélien, sans faire de blessés. En outre, par deux fois, les militants palestiniens à Gaza ont tiré sur les Forces de défense israéliennes (FDI) de l'autre côté de la frontière. Les FDI

ont riposté en menant quatre frappes aériennes. Encore une fois, l'ONU condamne les tirs de roquettes sur Israël par des militants de Gaza. Ces attaques aveugles sur des zones civiles doivent cesser.

Malgré le déficit de financement et les difficultés persistantes sur le plan de la sécurité et de la gouvernance, le processus de reconstruction progresse. Plus de 90 % des écoles et hôpitaux endommagés ont été restaurés, et des réparations sont en cours voire terminées pour à peu près la moitié des résidences partiellement détruites. La principale difficulté reste la reconstruction des habitations voire des quartiers entiers qui ont été intégralement détruits pendant la guerre; à cet égard, les progrès ont été lents. La relance de l'économie et des secteurs productifs reste également une tâche de taille à accomplir. Les donateurs doivent intensifier leurs efforts pour que les engagements qu'ils ont pris soient honorés, en particulier au profit de la reconstruction des logements. En outre, n'oublions pas que réparer les dégâts qui résultent des affrontements les plus récents ne règlera pas les problèmes chroniques sous-jacents qui règnent à Gaza.

La semaine dernière, le lancement d'un appel international aux dons humanitaires tenait compte d'un besoin de financement attendu de 571 millions de dollars en Palestine, pour couvrir toute une gamme d'interventions allant de l'apport d'une assistance juridique à la destruction de munitions non explosées à Gaza, et à la fourniture de services de base tels que l'accès à l'eau ou aux soins de santé. Le montant de l'appel a baissé de 19 % par rapport à 2015 mais reste élevé, en grande partie du fait des besoins humanitaires importants de Gaza après les affrontements de 2014.

Le règlement politique de ce conflit semble désormais plus éloigné que jamais. Les dirigeants des deux camps ne peuvent pas continuer à ne tenir aucun compte des causes sous-jacentes qui perpétuent la violence et attisent l'extrémisme des deux côtés. Ce sont les voix extrémistes que l'on entend actuellement le plus – les voix qui veulent tirer profit des émotions humaines les plus noires, tout en cherchant à saboter les efforts sincères visant à restaurer la confiance. Mais où sont les voix qui exhortent à la retenue? Où sont les partisans de la paix, de la tolérance et d'un avenir israélo-palestinien commun? Quels sont les moyens envisageables pour redonner l'avantage à ces avocats de la raison? Ces questions exigent des réponses – d'abord et avant tout, de la part des dirigeants israéliens et palestiniens. C'est à eux de décider s'ils veulent faire

preuve de leadership en instaurant une paix et une sécurité durables, ou s'ils préfèrent laisser l'avenir de leurs peuples partir à la dérive dans un océan d'incertitudes, tandis que le radicalisme et l'extrémisme prennent le dessus.

Les déclarations bienvenues d'Israël confirmant son attachement à la solution des deux États doivent encore être suivies d'actes prouvant la sincérité de cet engagement. Les activités de colonisation ne cessent de s'enraciner toujours plus profondément en Cisjordanie occupée. La transition vers une plus grande autorité civile palestinienne, envisagée dans de précédents accords, n'a pas encore commencé. Les progrès dans les domaines du logement, de l'eau, de l'énergie, des communications, de l'agriculture et des ressources naturelles sont à la traîne.

Au cours de ces derniers mois, l'ONU et ses partenaires internationaux n'ont eu de cesse de prôner l'unité palestinienne et l'introduction de changements fondamentaux dans les politiques qu'Israël met en œuvre sur le terrain. Ces changements doivent apporter des améliorations concrètes dans la vie des Palestiniens en renforçant leurs institutions, leur sécurité et leur économie. Sans ces mesures, il est difficile d'envisager comment les parties pourront reprendre de véritables négociations en vue de trouver une solution juste et durable à ce conflit de longue date.

Au moment même où nous parlons, les envoyés du Quatuor pour le Moyen-Orient sont en Israël et en Palestine. Ils continuent de plaider en faveur d'importantes mesures sur le terrain, conformément aux accords antérieurs, des mesures susceptibles de redonner espoir aux Palestiniens et de préserver la viabilité d'une solution négociée des deux États. En outre, nous comptons toujours sur le Conseil de sécurité pour toute recommandation supplémentaire qu'il pourrait avoir sur la mise en place d'un nouveau dispositif de paix en faveur du règlement du conflit.

Pour ce qui est du Liban, je renouvelle le soutien de l'ONU à l'égard du leadership dont fait montre le Premier Ministre, M. Tammam Salam, compte tenu des conditions difficiles. Même si le Liban résiste face aux graves difficultés découlant du conflit syrien, la paralysie politique qui frappe le pays l'empêche d'y faire face efficacement.

Nous prenons note des négociations en cours au Liban sur la question de la présidence, qui est toujours vacante après plus de 18 mois. Le Secrétaire

général n'a cessé de souligner combien il importe que les parties libanaises fassent preuve de souplesse afin qu'un président puisse être élu sans plus tarder. Nous espérons sincèrement que les efforts actuels mèneront à une ouverture qui permettra à toutes les institutions publiques de fonctionner efficacement.

Suite à l'attentat perpétré le mois dernier à Beyrouth par l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), nous exhortons par ailleurs la communauté internationale à redoubler d'efforts en faveur de la sécurité et de la stabilité du Liban. Il y a lieu de se féliciter de la libération, il y a deux semaines, des membres de l'Armée libanaise et des services de sécurité libanais qui étaient retenus en otage par le Front el-Nosra depuis le mois d'août 2014. Nous espérons que les otages toujours retenus par l'EIIL seront rapidement libérés.

Pendant ce temps, la situation le long de la Ligne bleue et dans la zone d'opérations de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) est restée relativement calme. Les deux camps ont continué de travailler aux côtés de la FINUL dans le cadre des

accords de liaison et de coordination. Les violations par Israël de l'espace aérien libanais se poursuivent de manière quotidienne.

Pour surmonter les défis actuels en Israël et en Palestine, les dirigeants israéliens et palestiniens devront faire preuve d'une clairvoyance sans précédent pour se projeter au-delà des affrontements d'aujourd'hui et prendre des mesures audacieuses permettant de créer un avenir de paix. Je leur demande de se défaire de leurs craintes politiques immédiates et de se concentrer sur l'intérêt supérieur, qui est d'instaurer une paix durable et à long terme pour les Palestiniens et les Israéliens. L'ONU demeure déterminée à appuyer ces efforts de toutes les manières possibles.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. Jenča de son exposé.

J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 10 h 15.